

# Les Rencontres d'Occitanie

**GROUPE LA DÉPÊCHE DU MIDI**



**Les Rencontres d'Occitanie** sont un cycle de conférences-débats lancé en 2017 par le Groupe La Dépêche du Midi. Chaque mois, des personnalités de premier plan viennent enrichir la réflexion des décideurs locaux sur des thèmes majeurs pour l'avenir de notre Région (recherche, éducation, culture, innovation, export, environnement, tourisme, aéronautique). Ces rencontres se placent au cœur des défis que doit relever l'Occitanie et souhaitent accompagner l'appréhension d'un monde en constante mutation.

**17<sup>ème</sup> édition**

**« Le brexit et les implications stratégiques pour l'Europe »**

**Judi 13 septembre 2018**

## **Lord Peter RICKETTS**

**Ambassadeur du Royaume-Uni en France, lors du vote du Brexit**

**Membre de la Chambre des Lords**



Lord Peter Ricketts est diplômé du prestigieux Pembroke College d'Oxford. En 1974, il entre au Foreign & Commonwealth Office, où il exerça différentes fonctions telles qu'Attaché politique à Singapour, Secrétaire adjoint, puis Secrétaire permanent aux affaires étrangères et Conseiller à la sécurité nationale. En 2006, il est nommé Représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'OTAN, à Bruxelles. De 2012 à 2016, il est Ambassadeur du Royaume-Uni en France, en poste lors du vote du Brexit. Il est depuis 2016 [membre de la Chambre des Lords](#) - Chambre haute du Parlement du Royaume-Uni, en tant que cross-bencher, membre non-politique.

**123  
567 Chiffres clés**

**51,89 %**

C'est le résultat du vote du 23 juin 2016, jour du référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne, par lequel 51,89 % des électeurs, sur près de 72% de participation, se sont prononcés pour un **retrait de leur pays de l'Union européenne**.

**Art. 50**

**du traité sur l'Union européenne.**  
C'est l'article du Traité de Lisbonne qui prévoit un mécanisme de retrait volontaire et unilatéral d'un pays de l'Union européenne (UE). Le gouvernement britannique a officialisé la procédure de retrait en déclenchant l'article 50 du Traité de Lisbonne le 29 mars 2017, lançant ainsi les négociations avec l'Union européenne.

**29 mars 2019**

Ce sera la date officielle de la **sortie de l'Union européenne**, confirmée par la loi organisant le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, signée par la reine Elizabeth II et promulguée mardi 26 juin 2018.

[Mémo Parlement européen](#)

## **Compte-rendu**

Lord Peter Ricketts a la "parole rare" et c'est pourtant du sujet sensible du Brexit - la sortie du Royaume-uni de l'Union européenne - que l'ancien ambassadeur en France au moment du vote britannique, est venu parler devant les participants aux Rencontres d'Occitanie. Le diplomate était invité à Toulouse par Marie-France Marchand-Baylet, vice-présidente du groupe La Dépêche du Midi, qui résumait l'événement : "Ce n'est pas tous les jours que l'on reçoit un Lord dans nos locaux".

[Lire la suite de l'article](#)



Lord Peter Ricketts entouré par Marie-France Marchand-Baylet, Vice-PDG du Groupe La Dépêche du Midi, Nadia Pellefigue, Vice-Présidente de la Région Occitanie, Jean-Louis Chauzy, Président du CESER Occitanie et Jean-Marc Laforêt, Ambassadeur, Conseiller diplomatique auprès du Préfet de région Occitanie.



## **QUESTIONS / TÉMOIGNAGES**



Un "**Brexit dur**" ne comporte-t-il pas des risques d'éclatements du Royaume-Uni, je pense évidemment à la question de l'Irlande et aussi de l'Écosse, qui souhaitera probablement rejoindre l'Union européenne et l'Euro ?

Une autre question : la Reine, garante de l'unité de votre pays, ne peut-elle appeler le peuple britannique à réfléchir et à voter à nouveau ?

*Maxime MAURY, Directeur régional de la Banque de France*

**Lord Peter Ricketts** : Deux très bonnes questions.

*Oui, effectivement, l'intégrité du Royaume-Uni est menacé par ces développements. Et c'est étrange pour un britannique, car finalement les actes d'Union avec l'Écosse datent de 1707.*

*Vous avez raison, un des dossiers les plus épineux et parmi les plus difficiles est la question de l'Irlande. Une des grandes réussites de l'Accord de paix avec l'Irlande\* est l'ouverture des frontières. Aujourd'hui la frontière est ouverte alors qu'il y a 15 ans, la frontière était barbelée et 10 000 militaires étaient positionnés.*

*C'était un grand succès et Michel Barnier a raison d'insister sur l'importance de garder cette ouverture. Tout cela n'était pas mentionné pendant la campagne du référendum, je n'ai pas souvenir d'une seule mention de la question de la frontière irlandaise. Cela a été totalement passé sous silence. Depuis, cela a émergé comme un vrai test pour la sortie de l'UE : peut-on avoir une sortie avec deux systèmes de règles douanières réglementaires des deux côtés d'une frontière qui reste totalement ouverte ? Même au niveau du principe, c'est très difficile à imaginer. Mais va-t-on recréer la frontière entre les deux irlandes ? Difficile à savoir aussi.*

*La conclusion qui s'impose c'est qu'il faut la même situation de part et d'autre de la frontière en terme réglementaire et de contrôle douanier. L'Irlande du Nord doit rester dans le marché unique, mais on ne veut pas non plus une frontière entre l'Irlande et le Royaume-Uni...*

*Alors cela entraîne logiquement la conclusion que tout doit rester dans le marché unique et l'union douanière. C'est un des facteurs qui à mon avis nous pousserait vers un "Brexit soft" car toute autre conclusion aurait des implications très fortes pour l'Irlande du Nord.*

*L'Écosse a voté largement majoritairement pour rester dans l'UE. Si nous partons dans des conditions chaotiques ou de type "Brexit dur" ou canadien, à terme la question de l'indépendance de l'Écosse va se reposer. Pas tout de suite, car les nationalistes sont un peu en retrait après leur défaite, mais d'ici une dizaine d'années, oui peut-être, cette question sera encore d'actualité et nous serons confrontés à un "détricotage" du Royaume-Uni...*

\* The Northern Ireland Peace Agreement - Accord de paix pour l'Irlande du Nord également appelé The Good Friday Agreement, ou encore Belfast Agreement, portant sur des questions relatives à la souveraineté, aux droits civils et culturels, au démantèlement des armes, à la démilitarisation, à la justice et au maintien de l'ordre, a été signé le 10 avril 1998.

**Lord Peter RICKETTS :** *Non, la Reine ne peut arriver en sauveuse de la situation. La position constitutionnelle du monarque est d'être au-dessus de la politique. Dans ce cas, ce serait une intervention hautement politique. Depuis 150 ans, les souverains britanniques ne sont jamais intervenus politiquement dans les affaires. Cela représenterait un changement total dans la position de la monarchie. Elle ne s'opposera pas publiquement à plus de 50% de sa population qui a voté pour sortir de l'UE. La solution ne peut pas venir de ce côté mais des mécanismes politiques d'élections ou peut-être de référendum. La Reine doit rester au-dessus.*



**J'étais très intéressée de connaître votre point de vue sur la perception de la jeunesse britannique par rapport à la question européenne. Vous le savez, il y a quelques années le Maire de Londres Boris Johnson avait déclenché une petite polémique en déclarant qu'il était maire de la 6e ville de France parce qu'il accueillait beaucoup de ressortissants français. Il y a toujours chez nos étudiants d'Occitanie - 2ème Région universitaire de France, après Paris, une appétence pour la capitale anglaise, mais pas seulement. Du coup, il y a aussi des interrogations sur l'appétence de la jeunesse de Grande-Bretagne pour l'Europe.**

*Nadia PELLEFIGUE, Vice-Présidente du Conseil Régional Occitanie/Pyrénées-Méditerranée, en charge du Développement économique, de la recherche, de l'innovation et de l'enseignement supérieur*

**Lord Peter Ricketts :** *Je me souviens qu'à l'époque, Monsieur Juppé a vivement protesté contre le fait que Londres était la 6ème ville de France... mais peut-être est-ce la 7ème...*

*Vous avez absolument raison : d'abord la jeunesse britannique est très largement pro-européenne. Pas totalement, mais il y a un effet de génération très important qui est clair dans tous les sondages que plus on est jeune et habitant dans les régions du sud, plus on sera pour rester dans l'Europe.*

*Alors, la jeune génération est très remontée contre le Brexit et beaucoup d'entre eux font campagne pour un deuxième référendum. Je crains que cela ne soit trop tard.*

*Il y a aussi le phénomène de l'arrivée de ces jeunes sur les listes électorales, facteur qui pousse certains à penser que l'issue du vote d'un deuxième référendum maintenant pourrait être différent.*

*Les jeunes, comme en France, ont grandi dans la génération Easyjet et Erasmus. Ils ont énormément profité de l'Europe et s'y sentent à leur aise. Réciproquement, les jeunes européens, français et autres, se sentent totalement bien à Londres. J'espère que le statut des européens au Royaume-Uni et des britanniques en Europe qui sera conclu dans l'accord de séparation garantira que cela continue ainsi. Il est clair, dans les textes déjà acceptés par les négociateurs, que rien ne changera en terme de visites de courte durée, de couverture médicale, etc. des droits et avantages qui ont été acquis et sont en vigueur*

actuellement. C'est simplement pour les travailleurs à plus long terme que cela pourrait être sujet à des contrôles supplémentaires.

J'espère que l'effet jeunesse, les mouvements et les échanges, Erasmus en particulier, que tout cela ne changera pas avec le Brexit et que la présence de français à Londres ne changera pas non plus.

La tonalité contre les étrangers chez nous s'est quand même durcie. Pour être tout à fait franc, c'est quelque chose dont je ne suis absolument pas fier et c'est surtout vis à vis des gens venant de l'Europe de l'Est qu'il y a une tonalité plus dure, plus nationaliste, plus populiste chez nous. J'espère que cela va retomber après tout le drame, le psychodrame du Brexit. Mais c'est une réalité.

Encore une fois, ce n'est pas seulement au Royaume-Uni que cela arrive. Je le vois partout et le regrette énormément. Londres est classiquement une ville mondiale ouverte à tout le monde et cela me rend très triste de voir qu'il y a des incidents, assez isolés, mais cela n'aide en rien la représentation de mon pays vis à vis de la jeunesse. Réponse longue, mais question importante. Je ne pense pas que cela va changer sur un plan pratique, sur le plan de l'image et de la perception du pays, j'espère que l'on peut limiter les dégâts.



**Pour poursuivre la question, pourrait-on développer un scénario 4bis : à savoir la sortie de l'Union européenne aura lieu, chaotique ou inconfortable, puis avec le développement démographique électoral, on pourrait imaginer une remise en question du Brexit, à moyen terme, entre 2 et 5 ans ?**

*Christopher PIKE, Managing Partner, Business Location International*

**Lord Peter Ricketts :** *On a cette expression en anglais : "Nothing is forever", il n'y a rien d'éternel, sauf les impôts peut-être... c'est une question pour le Directeur Régional de la Banque de France...*

*Certainement, les tendances démographiques vont jouer. Certainement, l'expérience d'être au-delà de l'Union européenne, dans un monde où il y a des sphères d'influence, des zones économiques qui se forment autour de pays et des grands pays nationalistes (Chine, Russie, États-Unis d'Amérique, etc.), cette expérience ne sera pas confortable.*

*Il y a un facteur que je n'ai pas mentionné, mais qui est pertinent, c'est que l'Europe change aussi. Je pense que si on regarde sur 10 ans ou 15 ans, on peut imaginer une Europe qui aura beaucoup changé aussi. Maintenant on commence à entendre parler, même par le Président français, des "cercles concentriques". L'idée que finalement, pour accommoder toutes les tendances différentes en Europe, peut-être l'organisation de l'Europe doit s'assouplir pour permettre un cercle "noyau dur" autour de l'Euro et un cercle un peu plus large pour accommoder les pays qui veulent un peu plus de diversité et de flexibilité.*

*En fait, ce n'est rien de nouveau, quand j'étais à Paris dans les années 90, je me souviens du papier "Lamers - Schäuble" de 1994, qui a expliqué ce concept de cercles concentriques. Si l'Europe devient un peu plus flexible, si le Royaume-Uni fait l'expérience du Brexit et trouve que finalement, nous sommes un pays européen, placé en Europe et que nous devons faire partie du "Club européen", encore une fois, oui : c'est possible de revoir cela.*

*Mais à mon avis, nous parlons à 10, 15 ou 20 ans, avant de revenir sur une question tellement viscérale et tellement clivante. Ce ne sera pas quelque chose de très rapide.*

*Dans notre débat, nous oublions que l'Europe est dynamique aussi, elle n'est pas statique.*

*Avec un changement en Europe et un changement d'avis au Royaume-Uni, alors il n'est pas à exclure que l'on revienne sur la question à un moment donné...*



**Dans quelle mesure le renforcement des relations entre le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique peut être une sorte de substitution aux relations avec l'Europe continentale ?**

**Qu'est-ce qui peut être remplacé et qu'est-ce qui ne peut pas l'être ?**

*Ariel SIRAT, Directeur Général, Institut de Recherche Technologique - IRT Saint Exupéry*

**Lord Peter Ricketts :** *Oui, merci, parce que là, vous mettez le doigt sur un aspect très important dans la réflexion des "Brexiters durs". Une partie de leur vision, si l'on peut dire qu'ils ont une vision, est que l'on va partir de cette Europe qui est le passé, qui est en train de mourir, pour partir au "grand large" - cher au Général de Gaulle, et on va retrouver nos amis anglophones américains et aussi australiens, indiens, etc.*

*C'est un peu problématique que le Président Trump arrive en même temps, parce que son attitude vis à vis des accords de libre échange est basée sur "America first" et "fair trade".*

*Il entend par là, une balance commerciale qui est clairement dans l'intérêt des États-Unis, pour lesquels les exportations sont bonnes, les importations sont mauvaises.*

*Tout cela pour dire que non, il n'est pas possible de substituer vers les États-Unis, même une fraction importante de nos échanges commerciaux, qui sont actuellement de 50% avec*

*l'UE; aussi parce que les échanges sont facteurs des distances : on a toujours les marchés les plus importants au plus près, tout du moins pour les marchandises, les services étant un peu différents. C'est un peu un rêve que d'imaginer que l'on peut trouver un nouveau partenariat économique et commercial avec les USA à substituer à celui que nous perdons en Europe.*

*Dans le domaine, qui est plutôt le mien, de la sécurité, du renseignement et de la défense, oui, nous aurons un partenariat très important avec les États-Unis. C'est là depuis 50 ans, il y a des racines très profondes, ça va continuer au-delà de Trump, qui appelle cela le "Deep state".*

*En terme commercial, en terme économique, nos intérêts sont clairement axés sur nos partenaires européens et cela va rester. Nous irons certainement chercher des marchés en Inde, en Chine, en Asie du Sud-Est, etc. mais tout cela ce ne sont que des petites fractions des échanges commerciaux à côté de nos marchés en Europe.*

*J'en profite pour dire un mot car il y a un "éléphant dans la salle", comme on dit en anglais, il y a cette question : est-ce que le Brexit va impacter surtout les relations avec Airbus, avec les grands acteurs du supply chain de l'aéronautique ici, dans la région ? Va-t-on imposer des tarifs, des barrières non-tarifaires ? Va-t-on complexifier ces échanges tellement importants ?*

*J'aurais souhaité vous apporter une réponse claire, évidemment c'est lié au type de Brexit.*

*À mon avis, l'aéronautique est tellement importante pour notre économie, tellement importante pour l'emploi, pour notre position technologique dans le monde... que si on regarde une aile d'Airbus partir de Broughton pour venir à Toulouse, c'est très difficile d'imaginer que l'on va accepter des deux côtés, que cela va être sérieusement impacté par le Brexit. Je pense que pour les industries aux profils visibles comme l'aéronautique, l'automobile, on va quand même trouver des exceptions pour permettre la continuation des imports-exports.*

*C'est n'est pas encore certain, mais je sais que pour les constructeurs automobiles (Nissan, Honda, etc.) pour lesquels le business model est d'assembler au Royaume-Uni pour exporter vers l'UE, ils sont allés voir le gouvernement britannique et ont obtenu des garanties qui permettent de continuer d'investir... Cela devrait continuer tel quel, sans nouvelles barrières. J'imagine donc la même chose pour Airbus et les grands acteurs du supply chain.*

*Ma crainte est plutôt pour les gens moins visibles, pour la grande partie des échanges commerciaux qui sont sous le radar, dans de multiples industries et pour lesquels les exceptions seront moins faciles. Là, évidemment cela dépendra beaucoup du type de Brexit pour savoir si l'on pourra conserver une fluidité d'échanges, rester très proches du marché unique et de l'union douanière...*

*Pour moi, du fait de son importance, l'aéronautique se classe un peu à part dans ce sujet, cependant sans garantie.*



**Une remarque sur Airbus qui représente à Broughton 14 000 employés directs et plus de 4 000 sociétés. Il n'y a pas que la question douanière, il y a aussi la mobilité des personnels. En ce moment, je reçois beaucoup de demandes de collègues britanniques qui souhaitent prendre la nationalité française et doivent suivre le processus à la Préfecture.**

**Je voudrais aussi signaler le risque d'absence, fin mars, d'agrément de conception (DOA), de production (POA) pour l'ensemble des productions sur le territoire britannique. Aujourd'hui, votre optimisme fait du bien, mais on sait que les négociations avec l'EASA ne sont pas encore vraiment démarrées et l'on n'en voit pas un achèvement du processus à fin mars...**

*Cécile HA MINH TU, Directrice des Relations Institutionnelles, AIRBUS*

**Lord Peter Ricketts :** *Le statut des personnes - britanniques ici et européens chez nous - va être réglé dans l'accord de séparation. La négociation est pratiquement terminée : un texte a été publié il a quelques mois, qui est à peu près accepté des deux côtés. Ce texte décrit la situation pour les travailleurs dans les pays, y compris pour les couvertures médicales, etc.*

*Bien sûr, c'est un domaine dans lequel il y aura moins de certitudes, mais fin mars 2019, l'accord légal décrira la situation. Les incertitudes actuelles pour les personnes, je les comprends complètement, ayant deux enfants qui travaillent à Bruxelles, dont un prend la nationalité belge, pour ces mêmes raisons. Toutes ces questions seront réglées par cet accord, qui est assez détaillé sur le statut des citoyens.*

*Dans le cadre d'échange commercial, il reste mille questions à trancher. Pour la plupart, ces questions ne seront tranchées que dans une deuxième phase de la négociation, pendant cette fameuse période de transition et là, tout reste à négocier.*

**Vous devez avoir eu de délicates missions à accomplir dans votre vie, mais peut-être pas autant que celle assignée à Theresa May en ce moment, trouvez-vous qu'elle fait le job ? Et lui faites-vous confiance ?**

*Hugues de LESTAPIS, journaliste*



**Lord Peter Ricketts :** *C'est un peu comme quand chez nous les journalistes commencent à demander au Premier ministre est-ce que vous avez toujours confiance en tel ou tel de vos ministres : c'est très mauvais signe ! Même lorsque la question se pose, c'est très mauvais signe...*

*J'ai connu Madame May quand elle était ministre de l'Intérieur, j'étais alors Ambassadeur du Royaume-Uni à Paris. Nous avions à gérer cette situation extrêmement difficile avec les migrants, à Calais, les kilomètres de bouchons sur les ports de l'eurotunnel, et une tension très vive... Madame May a géré cela d'une manière impeccable à l'époque avec Monsieur Cazeneuve. Elle a montré beaucoup de fermeté et beaucoup de capacités de négociation, ainsi qu'une clarté de vision qui était impressionnante.*

*Je l'estime en tant que personne et la respecte. Mais, comme vous le dites, la position dans laquelle Madame May se trouve à présent est extrêmement difficile. Elle est héritière de la position que j'ai décrite : une décision dans un référendum sans projet, sans vision, sans accord sur le type de Brexit souhaité, des divisions très profondes au sein de son parti politique et un paysage politique plus large extrêmement chaotique. Face à un problème plus complexe que tout problème que nous avons eu à traiter depuis la Seconde Guerre Mondiale, il faudrait être surdoué pour pouvoir surmonter tout cela !*

*Si j'ai une critique à faire à Madame May depuis deux ans, c'est qu'elle n'a pas choisi, ni imposé des solutions à son propre parti aux moments nécessaires. Elle a peut-être laissé traîner un débat, elle a accepté certains comportements de ministres, des désaccords publics, etc. et ce, pendant trop longtemps.*

*Je pense que Theresa May doit trancher afin que l'on sorte de cette incertitude et cela aurait été mieux de trancher bien avant. Évidemment, je comprends combien cela était difficile, mais elle a toléré au sein de son conseil des ministres des comportements très dommageables.*



**Le Brexit est-il pour vous un cas isolé ou le début d'une épidémie pour l'Europe ?**

**Suivant les 4 scénarios que vous avez exposés, quelle est votre vision pour l'avenir ?**

*Jean-Louis DUCASSÉ, Médecin, ancien directeur du SAMU 31 - Service d'Aide Médicale d'Urgence de la Haute-Garonne - CHU de Toulouse*

**Lord Peter Ricketts :** *Est-ce une pandémie en Europe ? Non, ce n'est pas un cas isolé. J'essaie de dire que les mêmes tensions, les mêmes pressions, les mêmes colères contre un monde qui bouge très rapidement sont visibles partout. C'est visible dans la montée de la droite dans beaucoup de pays européens. C'est visible dans un populisme, une brutalisation du discours politique dans beaucoup de pays.*

*On entend des propos qui auraient été intolérables il y a encore une dizaine d'années, contre les immigrés, contre les élites, contre l'Europe, contre l'organisation du monde - qui pour beaucoup n'a pas délivré d'améliorations dans leur niveau de vie... Pour beaucoup le problème est la marche de la technologie, le fait que beaucoup d'emplois sont remplacés. Ils ne réagissent pas contre les avancées technologiques mais contre le monde politique qui a permis cela. Il y a une vraie colère qui gronde, partout en Europe, je pense. Cela va-t-il produire d'autres "exit" de l'Union européenne, je n'en sais rien. Je vois les tensions en Europe de l'Est, très fortes maintenant, avec des différences très profondes de valeurs, de culture, de politique qui risquent d'empêcher les avancées de l'Europe si l'on continue à demander un seul modèle européen, unique, qui s'applique à tout le monde.*

*Je pense que la leçon du Brexit est qu'il faut trouver des moyens d'être plus flexibles dans l'organisation de l'Europe, d'accepter et de tolérer une diversité d'approches. Tout le monde ne sera pas toujours d'accord pour avoir une eurozone très intégrée et très disciplinée autour de la monnaie unique. À mon avis, si l'on ne peut trouver cela, finalement, il y aura d'autres explosions, peut-être d'autres sorties. C'est un peu une alerte au monde politique européen pour trouver des moyens d'accommoder des pays qui sont très différents. Cette montée des nationalismes pourrait casser le modèle européen.*

**Le monde universitaire est quand même très inquiet sur la sortie de l'Angleterre des réseaux dans lesquels sont les universités européennes. Comme vous le savez, l'Europe a pris une place déterminante dans le financement de la Recherche, à travers des programmes cadres, qui sont largement financés, sur lesquels il y a des efforts importants qui sont menés, et on arrive pas à imaginer une Europe qui défende sa place face à la montée en puissance de la Chine dans un tas de domaines, face aussi à la prégnance de l'Amérique du Nord. Une Europe sans l'Angleterre, nous,**



universitaires, nous n'arrivons pas à imaginer comment cela sera... on voit tout ce que l'on va perdre.

Tous les collègues britanniques que j'ai rencontrés sont désespérés à l'idée qu'ils pourraient voir leurs financements européens et leurs réseaux coupés. Pensez-vous que l'on peut faire une exception pour ces domaines de la Recherche, qui nécessitent que nous travaillions conjointement, tous ensemble?

Bruno SIRE, Président Honoraire de l'Université Toulouse 1 Capitole

**Lord Peter Ricketts :** Je partage cette inquiétude et vous assure que les universitaires britanniques la partagent davantage. Non seulement parce que les universités britanniques sont la première destination pour les fonds européens de recherche. Le Royaume-Uni est numéro un des pays européens en la matière. Ils sont devenus experts des montages de projets avec des partenaires européens et ainsi avoir accès à ces fonds de recherche européens.

Ils sont aussi inquiets pour le statut de leurs facultés, pour leurs étudiants et pour la fluidité des échanges universitaires... Peut-on faire des exceptions ? Peut-être, je l'espère.

J'espère que l'on pourra continuer à contribuer au projet [Horizon Europe](#) afin d'être en mesure de bénéficier des fonds de recherche européens. Je ne suis pas certain que cela soit déjà chose faite, mais il y a certains domaines pour lesquels le gouvernement britannique a dit que lorsqu'il y a de l'intérêt à contribuer et participer pour avoir accès au réseau, alors on va le faire.

Sinon, je pense que le gouvernement britannique sera obligé de compenser les universités pour leur manque à gagner du fait de la sortie du projet Horizon ou d'autres projets de fonds de recherche européens. Tout cela reste à voir, mais cela sera certainement un problème pour tout le côté financement - funding. Pour le travail ensemble : la partie coopération, coordination, les projets communs de recherche, je ne suis pas certain que le Brexit devrait poser un véritable problème aux échanges intellectuels et entre les personnes pour créer des projets en commun; j'espère que non.

Les questions de financement sont d'ailleurs systématiquement mises en avant par les universités. Notre secteur universitaire, comme vous le savez, est très performant. Il attire beaucoup de monde : c'est un de nos atouts. Espérons donc trouver un moyen, dans ce domaine et dans d'autres où cela pourrait être intéressant.

**Un sursaut politique chez vous est-il possible par rapport à l'Europe ?**

Les français ont souvent ironisé, et j'en fais partie : les anglais ont dit avoir un pied dehors, un pied dedans de l'Europe, s'ils partent, ce sera l'inverse... Ce sera pareil.

Aujourd'hui on sourit moins à cause de l'évolution de l'Europe et il y a Trump, Poutine et les chinois.

Ceux qui ont déclenché le Brexit ont été irresponsables, ils n'ont pu l'assumer et sont partis. Quant à la situation en Europe aujourd'hui, je pense que tout est négociable, sauf les valeurs : les libertés fondamentales, le socle commun... Quand on voit émerger une petite musique venue d'Europe centrale depuis août 2004, portée par les hongrois avec le parti de Jobbik, repris par les polonais dans la chasse à Solidarność, puis les Vrais Finlandais en Finlande...

**Dans les valeurs partagées, nous avons aussi besoin de votre pays.**

Jean-Louis CHAUZY, Président du CESER Occitanie

**Lord Peter Ricketts :** Merci, je suis absolument d'accord avec vous et on peut rajouter l'Italie à votre liste de pays où les valeurs sont questionnées maintenant, et la Suède aussi. Dans beaucoup de ces pays, l'impact de l'immigration joue beaucoup pour avoir ces réactions, ce rebond nationaliste.

Sur les valeurs, j'ai dit mon regret des signes, des incidents qui montrent que les gens se croient maintenant permis d'exprimer des choses qui n'ont jamais été exprimées chez nous, mais largement les valeurs britanniques et celles de l'Union européenne, que vous défendez, sont les mêmes : sur le clivage de valeurs, nous sommes clairement du côté de nos amis européens.

Par sursaut, je traduis : revenir sur le référendum, faire un deuxième référendum et mettre tout cela sur une vaste erreur, continuer comme si rien n'était arrivé. Je ne suis pas très optimiste. Nous avons vécu quelque chose de viscéral et d'extrêmement difficile et l'idée qu'après deux ans de tractations les élites vont revenir vers le peuple en disant : "bon finalement, nous avons conclu que vous avez mal voté, vous allez donc voter une deuxième fois, celle-ci, la bonne..." Honnêtement, je ne le vois pas.

On peut toujours imaginer une crise majeure avec la disparition de toute la classe politique actuelle et son remplacement par une personnalité comme Emmanuel Macron, mais que je



*ne vois pas dans la scène politique britannique actuellement... c'est très peu probable. Vous avez raison : les leaders du Brexit sont plutôt partis sans jamais laisser de propositions claires. Ces derniers jours, ils ont commencé à sortir quelques plans, quelques projets B pour une autre façon de partir de l'UE. Ils ne sont pas très convaincants. Ils n'ont pas fait le devoir d'avoir des projets crédibles pour mettre face au projet de Chequers de Madame May, qui n'est pas parfait mais présente l'avantage d'être un projet. Ils porteront, je pense, dans l'Histoire la responsabilité, partagée avec David Cameron, de cette énorme erreur du départ de l'Union européenne. Paieront-ils un prix de tout cela ? Je ne sais pas, mais le sursaut souhaité par beaucoup de nos amis en Europe, moi, je n'y crois pas, mais je pourrais me tromper...*

## CONCLUSION DES DÉBATS

### Les pistes de réflexion de Lord Peter Ricketts

- ✓ Opter pour un Brexit mesuré
- ✓ Préserver la fluidité des échanges et des partenariats humains et commerciaux
- ✓ Envisager le concept de cercles concentriques en Europe
- ✓ Ne pas exclure que l'on revienne sur la question, à un moment donné...

Revivez la conférence/débat



Retrouvez l'interview de Lord Peter Ricketts



**Prochaine Rencontre d'Occitanie**  
**18<sup>ème</sup> édition - Jeudi 17 octobre 2018**  
**Siège de Midi Libre**


**Laurent Stéfanini**

Ambassadeur, délégué permanent de la France auprès de l'UNESCO

**« UNESCO : SES MISSIONS ET LES IMPLICATIONS  
POUR LES SITES D'OCCITANIE »**

POUR TOUTE INFORMATION :  
[contact@rencontres-occitanie.fr](mailto:contact@rencontres-occitanie.fr)  
Tel : 05 62 11 95 96



Leila Bijaoui-Rouch  
Chargée de mission auprès de la Présidence  
Les Rencontres d'Occitanie  
 @rencontres\_oc

[www.rencontres-occitanie.fr](http://www.rencontres-occitanie.fr)



**LA DÉPÊCHE**

**Midi Libre**

**L'INDÉPENDANT**

EN PARTENARIAT AVEC :

**KPMG**

  
**Pierre Fabre**

**LEXUS**  
TOULOUSE

Crédit Photos : Michel Viala

© 2018 Les Rencontres d'Occitanie

Si vous ne souhaitez plus recevoir de Newsletter des Rencontres d'Occitanie, [suivez ce lien](#)